

LA PRESSE EN REVUE...

MARDI 17 JANVIER 2017

SOMMAIRE

- 1) **Notation**
- 2) **Il n'échappera pas à ses pairs ?!**
- 3) **Taubira et son...**
- 4) **Elle dénonce...**
- 5) **Même pas pitié du FN**
- 6) **Faut réfléchir un peu...**

Gérard Diez La Presse en Revue



MEILLEURS VOEUX

I) Deuxième débat de la primaire à gauche : nous avons noté les candidats



Les candidats à la primaire du PS et de ses alliés, lors du deuxième débat télévisé, à Paris.

Qui, des socialistes Benoît Hamon, Arnaud Montebourg, Vincent Peillon, et Manuel Valls, de la radicale de gauche Sylvia Pinel ou des écologistes Jean-Luc Bennahmias et François de Rugy a remporté le débat ?

Le jury du Parisien a délibéré. Les journalistes du service politique ont noté ce dimanche la prestation de chacun des candidats de ce deuxième débat de la primaire de la gauche selon cinq critères. La précision, le style, le fair-play, la meilleure formule et la combativité. Chaque journaliste a proposé une note sur dix points. Celle que nous vous proposons résulte donc d'une moyenne.

ARNAUD MONTEBOURG : 6/10

Pâle. Pas plus dimanche qu'au premier débat jeudi, Montebourg n'a usé de ce style flamboyant d'avocat qui le caractérisait. Et c'est peut-être dommage, car s'il se montre précis sur la plupart

des thèmes, il paraît un brin terne. Habile aussi, quand il tente d'apparaître en écolo modèle, lui qui défendit le gaz de schiste. Finalement, c'est dans une passe d'armes décalée avec Laurence Ferrari, à propos de sa chaîne iTélé « détruite par son propriétaire », qu'il retrouvera son punch. Mais il aurait mieux valu le réserver à ses rivaux.

MANUEL VALLS : 6/10

Droit dans ses bottes. Manuel Valls assume, revendique sa « fierté d'avoir gouverné ». Veut montrer qu'il a la stature d'un homme d'Etat. « J'en ai assez qu'ici et ailleurs on mette en cause l'honneur de la France ». Ciblé par Hamon et Peillon sur la question migratoire, pragmatique, il assène : « Je pense que la France a eu raison de mener cette politique (...) à la fois généreuse et maîtrisée ». Offensif, l'ancien Premier ministre met en avant son autorité : « Il faut des interdits, il faut des règles dans une société » et dit vouloir « incarner la France, son histoire, sa culture ». S'il

assume le bilan, il se projette évidemment: « Etre candidat à la présidence de la République, c'est regarder vers l'avenir.»

VINCENT PEILLON : 7,5/10

Offensif. Au premier débat, le professeur Peillon était apparu trop... professoral, « en dedans ». Hier, l'invité surprise de la primaire, qui doit mettre le paquet pour rattraper son retard, est passé à l'offensive. D'emblée, Manuel Valls en fait les frais : Vincent Peillon le tacle, sévère, sur ses critiques virulentes contre Angela Merkel à propos des migrants. Puis il a une anaphore percutante sur le style président : « un président de gauche, c'est... », répète-t-il, mettant notamment l'accent sur l'engagement européen, sa marque de fabrique.

FRANÇOIS DE RUGY : 6,5/10

Mordant. Des trois « petits » candidats, le député de Loire-Atlantique s'en est le mieux sorti avec ses formules piquantes. Très à l'aise sur les questions d'environnement, François de Rugy s'est distingué de ses adversaires en demandant une sortie rapide du nucléaire : « Je sursaute quand j'entends parler de l'indépendance énergétique au sujet du nucléaire. L'uranium vient à 100 % de l'étranger ! » Le candidat n'a pas hésité à tacler Hamon sur le « 49-3 citoyen ». Avant de se laisser aller à cette confiance de premier de la classe : « Je ne suis ni fumeur, ni de tabac ni de cigare, ni de pipe ni de joint. »

BENOIT HAMON : 5,5/10

Opportuniste. Le troisième homme de cette campagne a été le premier à tenter d'éveiller ce débat, en interpellant directement Vincent Peillon sur son projet européen, avant de citer opportunément une des grandes figures de la gauche : Jacques Delors. Puis quelques instants plus tard, un autre totem socialiste : « Quand Michel Rocard a mis en place le RMI on prétendait déjà qu'on aurait une société de paresse. Ce n'est pas le cas ». Plutôt habile de la part de celui qui cherche à incarner la gauche du PS dans cette bataille de la primaire.

SYLVIA PINEL : 2,5/10

Effacée. Transparente lors du premier débat, la présidente du Parti radical de gauche n'a pas

réussi à sortir de sa rigidité. Dans son couloir, sans jamais interpeller ses concurrents à la primaire, elle est du coup restée invisible, et très souvent en retard dans son temps de parole. « Je regrette que les querelles du quinquennat ont affaibli notre propre camp », a-t-elle néanmoins exprimé, avec son accent légèrement chantant du Sud-Ouest qui a quelque peu masqué sa prestation bien terne. Encore un rendez-vous manqué pour l'unique femme de cette compétition.

JEAN-LUC BENHAMMIAS : 3/10

Naturel. « Je serai un président naturel tout le monde l'a compris ». Ca, assurément ! Interrogé sur l'exercice du pouvoir, quel président serait-il s'il était élu, Jean-Luc Bennaïmias fait montre de la décontraction qui le caractérise depuis le début de cette campagne. A plusieurs reprises, il n'a pas manqué de faire sourire ses concurrents : « Quand je serai président, je ferai un protectionnisme européen ». Difficile pourtant d'imaginer qu'il se voit en haut de l'affiche. Mais Jean-Luc Bennaïmias a encore une fois apporté un peu de fraîcheur et de franchise à ce débat. « Ca m'est arrivé » reconnaît-il quand on lui demande s'il a déjà fumé du cannabis.

Le service politique du Parisien

Le Parisien

LAPRESSEENREVUE.EU

II) Deuxième débat de la primaire PS: un front anti-Valls s'esquisse

Par Lénéaig Bredoux et christophe Gueugneau

Plus animé que le premier, le deuxième débat télévisé entre les sept candidats a donné lieu à plusieurs affrontements entre, d'un côté, Benoît Hamon, Vincent Peillon et Arnaud Montebourg, et, de l'autre, l'ancien premier ministre. Avant de retomber dans une routine parfois trop consensuelle.

Mieux, mais pas délirant. Après un premier débat laborieux mercredi, les sept candidats à la primaire du PS étaient de nouveau réunis dimanche pour débattre, à une semaine du premier tour. Au menu : la politique étrangère, les migrants, la laïcité, l'école et l'écologie. Le débat a donné lieu à plusieurs affrontements sur le fond, et illustré un possible front anti-Valls, composé de ses trois autres camarades du PS, Benoît Hamon, Vincent Peillon et Arnaud Montebourg.

L'ancien premier ministre a été directement pris à partie par Benoît Hamon et Vincent Peillon sur les migrants, et sur les travailleurs détachés par Arnaud Montebourg. Il s'est retrouvé isolé sur le cannabis : il est le seul à être ouvertement opposé à toute dépénalisation ou légalisation. Quand tous ont défendu une autre façon de gouverner, voire une VI^e République, Valls, lui, n'a cessé de dire « je », reprenant toujours le credo de « l'autorité » et de « l'expérience ». « Je veux », a-t-il répété en conclusion. Mais la deuxième partie de l'émission, y compris sur la laïcité, a été nettement plus consensuelle, voire ennuyeuse.



Les sept candidats sur le plateau © Reuters

Comme mercredi soir, une partie du débat s'est organisée autour des propositions de Benoît Hamon (après le revenu universel, le 49.3 citoyen brièvement évoqué dimanche ou la légalisation du cannabis). Mais aucun candidat ne s'est réellement dégagé. Et les trois candidats les moins connus, Sylvia Pinel (PRG), Jean-Luc Bennahmias (Front démocrate) et François de Rugy (le parti écologiste) ont globalement semblé bien plus à leur aise. Le dernier débat avant le premier tour du 22 janvier aura lieu jeudi 19.

Face à Trump, l'Europe

Ce n'est pas sur ce terrain que les différences ont été les plus marquées. Rien d'étonnant : c'est rarement le cas au PS sur la politique étrangère, encore moins quand le président sortant, dont c'est le domaine réservé, est issu du même parti. Dimanche soir, les sept candidats se sont démarqués des États-Unis de Donald Trump comme de la Russie de Vladimir Poutine. Avec, souvent, pour réponse une meilleure coordination européenne.

C'est notamment le cas de Vincent Peillon, qui a indiqué que « la réponse, c'est plus d'Europe », avec une politique de défense et de sécurité commune et une politique étrangère commune. Arnaud Montebourg lui a emboîté le pas, en se disant favorable à la construction d'une « alliance militaire européenne ».

L'ancien ministre de l'économie a tout de même insisté, plus que ses camarades, sur sa volonté d'incarner une « politique indépendante ». « Nous ne pouvons être suivistes », vis-à-vis des États-Unis et de la Russie, a dit l'ancien ministre, appelant à se « méfier autant des cyberattaques russes que des écoutes » de la NSA américaine et à « ne pas être auxiliaire du moindre empire ». Sur le plateau de Mediapart, il avait critiqué l'intervention française en Syrie et en Irak qu'il juge trop dépendante des Américains, et la guerre en Libye menée par Nicolas Sarkozy. Mais, dimanche soir, il a estimé que la place de la France dans le commandement intégré de l'Otan, qu'il appelle pourtant à revoir dans son programme, est « un détail ».

Benoît Hamon a lui aussi juré que « la France a un rang ». L'ancien premier ministre, Manuel Valls, a promis « un rapport de forces » face aux États-Unis et à la Russie, et proposé, pour défendre la COP 21, une taxe carbone sur les produits américains. Une proposition également défendue par François de Rugy et Sylvia Pinel.

Europe : quelques minutes et puis c'est tout

Les sujets européens ont été très rapidement évacués, au profit d'un débat bien plus dense, et parfois tendu, sur les réfugiés. Arnaud Montebourg, comme à son habitude, a appelé à « mettre fin à l'austérité ». « Il faut que nous construisions le bloc réformateur. Il suffirait d'avoir quatre pays pour disposer d'une minorité de blocage pour commencer à infléchir les choses », a-t-il dit, avant de s'attaquer à l'impuissance européenne face à la « sidérurgie chinoise », et aux accords de libre-échange. « Cette Europe est en train d'être rejetée par les peuples. »

Vincent Peillon, lui, propose « d'inverser totalement la méthode » pour relancer l'Europe : comme il le développe dans son programme, il estime que la France doit respecter les règles européennes, notamment en matière de déficit public (jugées « archaïques » par Montebourg lors du premier débat), pour obtenir de l'Allemagne un « grand plan d'investissements ». « C'est là où je rejoins Arnaud Montebourg. Nous avons besoin d'investissements », a-t-il ajouté, alors que les deux hommes se gardent soigneusement de s'attaquer mutuellement, préférant souligner leurs points de convergence.

Quant à Manuel Valls, il a concentré son propos, une nouvelle fois, sur l'angle de la sécurité. « L'Europe, ce sont des frontières », a-t-il répété. Il a rappelé sa demande d'une « pause dans l'élargissement » de l'Union, son opposition à l'entrée de la Turquie (de toute façon loin d'être acquise, même à moyen terme), et proposé une « conférence de refondation » axée sur la défense et la sécurité.

L'ancien premier ministre s'est tout de même animé quand Arnaud Montebourg a critiqué l'action de la France sur la directive des travailleurs détachés. « Il y a une chose sur laquelle la France n'a rien fait », a dénoncé l'ex-ministre de l'économie. « Je ne peux pas laisser dire que rien n'a été fait. Nous sommes en train de réviser cette directive », a rétorqué Valls. « Une troisième révision pour rien », a conclu Montebourg.

Migrants : Valls isolé face à ses concurrents socialistes

C'est le sujet sur lequel l'affrontement a été le plus vif, opposant d'un côté Manuel Valls et, de l'autre, Vincent Peillon, Benoît Hamon et, dans une moindre mesure, Arnaud Montebourg. C'est Hamon qui a lancé les hostilités en redisant ce

qu'il répète depuis le début de la campagne: la France « n'a pas été à la hauteur » en accueillant « si peu » de migrants. Il propose notamment la création d'un « visa humanitaire ».

Peu après, François de Rugy, pourtant souvent d'accord avec Manuel Valls, a rappelé qu'il était favorable à des quotas de migrants par pays – une position à laquelle l'ancien ministre s'est toujours opposé. Mais c'est Vincent Peillon qui a été le plus direct : « Nous avons un désaccord profond qui a marqué ce quinquennat. La vie, ce n'est pas une ardoise magique », en évoquant les propos tenus à Munich par Manuel Valls quand il avait critiqué la politique d'accueil de la chancelière Angela Merkel. « J'ai eu le sentiment que, dans ce moment, les Français étaient plus généreux que leurs dirigeants. Je partage la proposition de Benoît Hamon. Nous devons accueillir et nous devons accueillir dans la durée. »

Moins percutant, Arnaud Montebourg a tout de même insisté, lui aussi, sur la disponibilité de la société française. « Nous devons accueillir des réfugiés sur la base du volontariat. Et le volontariat est puissant dans notre pays », a estimé l'ancien ministre qui en a profité pour soutenir l'agriculteur Cédric Herrou, condamné par la justice pour avoir aidé des migrants dans les Alpes-Maritimes.

De quoi faire sortir de ses gonds Manuel Valls, clairement mis en cause pour la première fois depuis le début des débats : « J'en ai assez que ici comme ailleurs on mette toujours en cause la France. La France est à l'initiative. C'est l'honneur de la France d'avoir mené cette politique », évoquant notamment le démantèlement du camp de Calais. Réponse de Hamon: « C'est l'honneur de la France de faire vivre ses valeurs en n'étant pas un pays qui, dans la prise en charge de l'accueil, a été parmi les moins volontaires. » Puis de Peillon : « On ne critique pas la France, on critique une politique menée au nom de la France. » Le député européen a parlé d'une « gêne, y compris du président de la République » sur la déclaration de Munich de Valls. « J'ai représenté la France à Munich », a répondu Valls. Peillon a enchaîné, parlé « d'autres façons de faire » pour évoquer, notamment, sa proposition de corridors humanitaires.

Le nucléaire : l'axe Hamon-Rugy-Bennahmias

Benoît Hamon, François de Rugy et Jean-Luc Bennahmias ont défendu une position sensiblement identique : la sortie complète du nucléaire. Manuel Valls, Vincent Peillon et même Arnaud Montebourg étaient pour une fois conciliables.

Tous les trois parlent avant tout du problème des énergies fossiles. Valls s'est vanté d'avoir commencé à rapprocher la fiscalité du diesel et celle de l'essence ; Montebourg a estimé que l'ennemi, « c'est le carbone », et Peillon a dit qu'il fallait « essayer d'être raisonnable ». Sylvia Pinel, elle, s'est démarquée comme la plus fervente partisane du nucléaire, en reprenant le vieil argument de l'indépendance énergétique de la France. « Il faut relancer un certain nombre de réacteurs », a dit l'ancienne ministre du PRG.

Sur la question, Bennahmias et Rugy ont été logiquement à leur aise : ils ont battu en brèche le mythe du nucléaire comme garant de l'indépendance énergétique de la France (François de Rugy) et surtout en rappelant qu'Areva est aujourd'hui en faillite et que l'EPR est un fiasco (Jean-Luc Bennahmias).

Cannabis : Valls bien seul

Encore un sujet sur lequel Manuel Valls s'est retrouvé bien isolé. Alors que Benoît Hamon, Jean-Luc Bennahmias (« J'ai déjà fumé du cannabis mais pas ce soir »), François de Rugy (qui pourtant ne fume « ni de cigarettes, ni de cigares, ni de pipes, ni de joints ») et Sylvia Pinel sont pour. Vincent Peillon et Arnaud Montebourg se sont montrés plus timorés, renvoyant la décision à une conférence nationale (Peillon a tout de même semblé pour, Montebourg un peu moins). Manuel Valls enfin est rigoureusement contre. « Il faut des interdits dans une société, il faut des règles », a lancé le premier ministre, lançant par la suite un argument inintelligible : « Si vous légalisez, vous aurez un cannabis plus dur, coupé autrement. »

Bolloré : Montebourg défend les ex i-Télé

Ministre, Montebourg n'avait pas hésité à défendre les intérêts du groupe Bolloré. Depuis, il a changé d'avis. Il s'en était expliqué sur le plateau de Mediapart. Mais dimanche soir, il a provoqué un échange vif avec une des journalistes, Laurence Ferrari, salariée d'i-Télé. Dénonçant la «concentration des médias pour

Éducation : les fondamentaux

Comme l'a dit Benoît Hamon en conclusion, « nous nous battons tous ici je pense pour l'école de l'égalité ». Sur le sujet, les candidats n'ont en effet pas brillé par leurs idées révolutionnaires. Hamon veut faire baisser le nombre d'élèves par classe en primaire, Peillon veut lancer l'acte deux de la refondation en ciblant le lycée et le premier cycle universitaire, Montebourg – comme Hamon – veut un service public d'aide aux devoirs, Pinel veut faire rentrer les TPE dans les entreprises et Bennahmias veut deux enseignants par classe. Manuel Valls, enfin, s'est borné à parler du problème de l'illettrisme et de l'enseignement du français.

La laïcité : la leçon de Vincent Peillon

Au lancement de la partie laïcité, l'ancien premier ministre a eu un petit sourire qui en disait long. En difficulté dans la première partie de l'émission, Valls voyait sans doute d'un bon œil l'arrivée d'un sujet dont il est censé être le héraut à gauche. C'était compter sans Vincent Peillon. « La laïcité c'est une séparation, une neutralité », a rappelé l'eurodéputé. « Nous sommes en train de régresser dangereusement », a-t-il ajouté, visant ceux qui croiraient que la loi de 1905 est « antireligieuse ». Il s'en est pris vertement à François Fillon qui a revendiqué sa foi chrétienne comme moteur politique : « Nous sommes avant 1905. Les élites françaises sont totalement ignorantes et préparent des guerres civiles. (...) Il faut enseigner la laïcité à tous, pas seulement à quelques-uns », a-t-il conclu. Une ligne proche de celle défendue par Benoît Hamon.

Invité à réagir, Manuel Valls s'est trouvé sur la défensive. Parlant d'un « beau débat », l'ancien premier ministre a expliqué qu'il fallait être « lucide ». « Nous voyons bien que la laïcité aujourd'hui est remise en cause », a expliqué Valls. Mais plutôt que de s'en prendre au candidat des Républicains, il a pointé la « montée du fondamentalisme, de l'islamisme radical » qui voudrait « assigner les femmes ».

Sylvia Pinel et François de Rugy étaient sensiblement sur la même ligne. La candidate radicale a estimé que le religieux était dans « la sphère privée » mais que le voile à l'université – « souvent imposé par un islam intégriste » – pose problème. Rugy pour sa part a proposé « une initiative nationale pour promouvoir la laïcité », sous forme d'« appel à projets ».

Comme Peillon et Hamon, Montebourg ne veut

pas toucher à la loi de 1905. Mais s'il est opposé à l'idée d'une charte de la laïcité adossée à la Constitution, défendue par Manuel Valls (« je ne me hasarderais pas à faire des chartes »), il a proposé de constitutionnaliser la loi de 1905. Il a ensuite pointé deux risques : celui des « accommodements avec cette règle intangible, comme les horaires de piscine pour femmes » et, à l'inverse, la « tyrannie d'une minorité ou d'une majorité qui refuserait toute différence ». « Autour de ces enjeux, il faut dire nos convictions, mais il est de notre responsabilité aussi de rassembler les Français », a dit Benoît Hamon.

Pourquoi moi ?

Pour conclure, les sept candidats devaient, comme il y a trois jours, convaincre les électeurs de voter pour eux les 22 et 29 janvier. Vincent Peillon a de nouveau joué la carte du rassemblement pour que la gauche soit « au rendez-vous de notre histoire ». Bennahmias a estimé qu'il fallait préparer une grande alliance, « de Jean-Luc Mélenchon à Nathalie Kosciusko-Morizet », « cette grande alliance qui peut faire front face à Fillon ». Benoît Hamon a voulu se positionner face à une droite « qui est beaucoup plus dangereuse que nous ne l'avons connue auparavant ». Pinel a défendu une gauche « réaliste et solidaire », et Ruyg une gauche « qui innove ».

Montebourg a appelé à « reprendre notre destin en main », par la relance économique, la réinvention du modèle social, la VI^e République ou encore la transformation écologique. « Rien n'est impossible, il nous suffit de le faire, cela commence dimanche prochain », a conclu l'ancien ministre. Manuel Valls, pour sa part, est resté sur ses fondamentaux, parlant d'un « monde incertain » et des « grands défis de la planète ». « Je veux », a répété à de nombreuses reprises l'ancien premier ministre.

Le seul point qui a mis tous les candidats d'accord fut celui du soutien au vainqueur à l'issue du second tour. Mais Manuel Valls et Arnaud Montebourg se sont tous deux distingués, en ajoutant au « oui » de tous les autres une précaution. « Oui, et c'est pour ça que je veux gagner », a dit l'ancien premier ministre. Quelques instants plus tard, l'ex-ministre de l'économie précise à son tour: « Oui, c'est pour cela que je n'ai pas d'autre choix que de gagner. » Comme un air de gauches irréconciliables.

III) Christiane Taubira pense que la droite a gagné la guerre idéologique alors que la victoire est encore loin



Dans un entretien accordé à l'hebdomadaire « Le 1 », Christiane Taubira déclare ceci : « Elle (la gauche) s'est soumise à l'hégémonie culturelle de la droite, au sens où l'a analysée Gramsci, en adoptant ses codes et son langage ».

Pour Maxime Tandonnet, si l'on ne peut nier que les idées de droite ont conquis la majorité de l'opinion publique, les « élites » actuelles ont encore du mal à tourner la page.

Il existe une pensée dominante dans le monde médiatique, en particulier le service public radio-télévision qui semble héritée de la révolte de mai 1968 et de son mot d'ordre: « il est interdit d'interdire ». Elle correspond aussi au monde issu de la fin du communisme, en 1990, qui fait de l'individualisme, de l'argent roi, et du libre arbitre, les valeurs suprêmes du monde occidental. L'autorité, l'Etat, la nation, les frontières sont considérées comme les péchés suprêmes. On prône une société de l'individu roi, du consommateur, le rejet des contraintes, les minorités contre l'unité nationale. Toute vision qui ne correspond pas à cette approche, est qualifiée de réactionnaire ou populiste, vouée aux gémonies, diabolisée. Il est difficile de dire si cette idéologie dominante est vraiment de droite ou de gauche. Elle se dit de gauche, mais de fait, elle est à l'opposée des valeurs traditionnelles de gauche, axées sur le collectif, la nation et l'étatisme. Cette vision prédomine aujourd'hui dans les médias.

IV) Pascale Boistard dénonce "une forme d'irrespect" dans les propos de Macron sur "l'alcoolisme et le tabagisme" dans le Pas-de-Calais



Pascale Boistard. © AFP



Sébastien Tronche
sebastien.tronche@europe1.fr

Emmanuel Macron a vu toute une partie de la classe politique lui tomber dessus après ses propos sur "l'alcoolisme et le tabagisme" dans le Pas-de-Calais. Accusé de "mépris social", le candidat à l'élection présidentielle a assumé ses déclarations, trouvant "déplorable et malsain le choix de sujets aussi graves pour polémiquer".

Ce lundi 16 janvier, **Pascale Boistard s'invite au concert de critiques contre Emmanuel Macron.** Sur LCP, la secrétaire d'Etat chargée des Personnes âgées et de l'Autonomie, soutien de Manuel Valls dans la primaire de la Belle Alliance Populaire, a dit avoir été "chagrinée" par ces propos dans lesquels elle voit "une forme d'irrespect" :

Ce week-end, il était dans les Hauts-de-France. J'ai été très chagrinée de ses propos. Je vous le dis. Parce qu'ils étaient empreints d'une forme d'irrespect vis-à-vis de cette population qui était réduite à l'alcoolisme.

Il y a des difficultés sur ce territoire mais lorsqu'on fait de la politique et qu'on veut gouverner la France, il faut s'affronter aux problèmes. Il faut dire les choses mais il ne faut pas blesser les gens.

"L'alcoolisme et le tabagisme se sont peu à peu installés dans le bassin minier. Tout comme l'échec scolaire. Il faut traiter cela en urgence afin de rendre le quotidien de ces personnes meilleur." Pour cette phrase, Emmanuel Macron s'est donc retrouvé, samedi 14 janvier, accusé de "mépris social" par le patron du PCF Pierre Laurent ainsi que par plusieurs élus FN, dont le vice-président du parti d'extrême droite, Florian Philippot. Dans la soirée de samedi et la journée de dimanche, des élus de droite et Jean-Luc Mélenchon ont partagé ces critiques.

Pierre Le Texier, membre de "l'équipe digitale" [sic] de la campagne d'Emmanuel Macron et des "jeunes avec Macron", a rétorqué à Florian Philippot que l'ex-ministre ne faisait que pointer une "**réalité sanitaire**", s'appuyant sur une carte de la consommation d'alcool dans les différentes régions de France montrant un taux "supérieur au reste de la France" dans le Nord (mais pas que). Allant dans le sens des propos d'Emmanuel Macron sur le Pas-de-Calais, **divers travaux scientifiques établissent pourtant la réalité d'une "surmortalité" importante liée aux "conduites addictives"** vis-à-vis du tabac et de l'alcool dans cette région.

Selon l'AFP, Emmanuel Macron avait aussi expliqué : "Ici, une série de difficultés se sont accumulées, la difficulté économique, l'effondrement de la mine (...). Sur cet effondrement il y a eu des problèmes sanitaires et sociaux." "Dans ce bassin minier, les soins se sont moins bien faits, il y a beaucoup de tabagisme et d'alcoolisme, l'espérance de vie s'est réduite, elle est de plusieurs années inférieure à la moyenne nationale", avait-il enchaîné selon l'agence de presse.

Ce n'est pas la première fois que cette accusation est portée contre l'ancien ministre de l'Économie : il en avait été la cible après ses propos sur les **ouvrières "illettrées" de Gad** ou sa fameuse sortie **sur le "costard"** .

lelab.europe1.fr

Europe 1

V) Pierre Laurent « n'a pas pitié du Front national » contrairement à Mélenchon

Invité de l'émission « L'épreuve de vérité », le secrétaire du PCF Pierre Laurent, soutien de Jean-Luc Mélenchon, se veut comme un rempart à l'éclatement de la gauche. Et étrille le Front national.

Par Public Sénat

Alors que les choses ne se sont pas passées comme il le souhaitait, Pierre Laurent a dû s'accommoder de la candidature de Jean-Luc Mélenchon qui s'est faite sans qu'il ait été consulté : « J'ai tenté toute l'année 2016, d'infléchir cette construction puisque je souhaitais un rassemblement avec Jean-Luc Mélenchon, nous les communistes mais aussi les frondeurs et des écologistes, pour se donner toutes les chances de qualifier une politique de gauche au second tour de l'élection présidentielle.

Maintenant, nous choisissons le candidat dont le programme est le plus proche du nôtre. Nous aurions pu, nous en avons les moyens, présenter une candidature mais nous aurions aggravé le problème de la dispersion ».

Et si le secrétaire du PCF se retrouve dans une majorité de propositions de Jean-Luc Mélenchon, Pierre Laurent est en complet désaccord avec le candidat de la France Insoumise qui juge que les banques sont injustes avec le FN : « Une fois de plus cette opération du Front national est un énorme bluff.

Je pense que le FN n'a aucun problème de financement de sa campagne (...) Il faut effectivement défendre le pluralisme et le droit de chacun à se présenter à une élection présidentielle. En cela je comprends Jean-Luc Mélenchon.

Mais en l'occurrence, avant de répondre ça, il faut peut être vérifier quand même cette information, qui est soi-disant livrée par le Front national. Ils nous font le coup à chaque élection présidentielle (...) Ils ne sont pas des victimes du système. Ils

sont aujourd'hui tous les jours invités sur l'ensemble des chaînes médiatiques, ils sont promotionnés, ils sont banalisés. Ils ne sont pas contestés quand ils avancent des propositions qui mériteraient beaucoup le débat. Donc, je n'ai pas pitié du Front national ».

Pierre Laurent "Je suis un trait d'union"

<http://dai.ly/x58lcc0>

Et si Pierre Laurent dit discuter avec Benoît Hamon et Arnaud Montebourg, le secrétaire du PCF, pense qu'« il va être très difficile d'ici le 1er tour de l'élection présidentielle » de faire le rassemblement de la gauche.

Mais il se voit, tout de même être « un trait d'union ». Ainsi que le parti communiste : « Aujourd'hui, nous sommes un repère. Nous sommes une force qui permet de tenir la gauche alors que certains voudraient la faire voler en éclat.

Et je pense que nous allons avoir besoin de reconstruire une nouvelle dynamique et il faut commencer ce travail maintenant. Pas le lendemain de l'élection présidentielle. Si la moindre occasion se présente, je la saisirai et j'essaierai de la favoriser ».

publicsenat.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

VI) VTC. Les mirages de l'ubérisation, ils en sont revenus !

cyprien boganda Humanité Dimanche



Uber poursuit son implantation planétaire à marche forcée. Mais la multinationale fondée par Travis Kalanick ne fait pas que des heureux : après avoir déclenché la colère des taxis, elle se retrouve confrontée à la fronde de ses propres chauffeurs. Le 16 janvier, ces derniers devaient manifester de nouveau.

Le mythe de l'ubérisation joyeuse a vécu. Quand elle a débarqué dans l'Hexagone en 2012, la multinationale californienne promettait richesse et liberté à des dizaines de milliers de chauffeurs en manque de revenu. Un discours d'autant plus puissant qu'il était abondamment relayé par de nombreux médias et un gouvernement trop heureux de voir le chômage baisser de quelques points... Que reste-t-il des belles promesses cinq ans plus tard ? Pas grand-chose, à en croire Jamel et Jérémy, qui pourtant y ont cru. Manager chez SFR pendant dix ans, Jamel a fini par quitter son boulot pour se lancer dans le secteur des VTC (véhicules de transport avec chauffeur), à l'époque où Uber promettait à ses ouailles « 8 000 euros de chiffre d'affaires garantis par mois ». « Au début, ils attirent les nouveaux venus par des slogans alléchants, explique-t-il. “Venez conduire pour nous, si vous restez connecté huit heures par jour sur l'application, même sans faire de course, nous vous gaverons de primes !” Enfin ça, c'était au début... »

Jérémy ne dit pas autre chose. Originaire de la région parisienne, c'est en arrivant à Bordeaux qu'il est tombé sous le charme du discours Uber. « J'ai toujours voulu être entrepreneur, donc

l'idée de travailler à mon compte me convenait parfaitement. Je me suis inscrit sur Uber en septembre 2015. C'était l'époque où la justice avait interdit l'application UberPop (1) : ils avaient donc besoin de recruter à tout-va pour compenser la baisse de chiffre d'affaires. Ils m'ont immédiatement bombardé de mails pour m'inciter à bosser, en m'expliquant qu'ils allaient m'aider à monter ma boîte, à louer une voiture, à me trouver un comptable... C'est une véritable opération séduction. »

tarifs fixés en toute opacité

Comme des dizaines de milliers de chauffeurs Uber à travers le monde, Jamel et Jérémy travaillent en « indépendants », même si la notion d'indépendance est en réalité largement fictive. La multinationale ne salarie personne, mais prélève sur chaque course une commission de 20 % – elle a récemment annoncé son intention de monter à 25 %, déclenchant la colère des chauffeurs. Quant aux tarifs, ils sont fixés en toute opacité par l'entreprise. « Ils ont commencé à baisser les tarifs sans nous concerter, alors qu'ils parlent de nous comme de “partenaires”, raconte Jérémy. Aujourd'hui, pour m'en sortir, je suis obligé de bosser pour d'autres plateformes. Avec Uber, je réalise 2 000 euros de chiffre d'affaires par mois. Mais, là-dessus, je ne gagne presque rien, puisque la location de mon véhicule, un van pouvant transporter 7 ou 8 personnes, me coûte déjà 1 700 euros. En cumulant mes différents boulots, j'arrive tout juste à payer les factures ! Pour ce qui est des vacances, on oublie... »

Le tout pour un rythme infernal, puisqu'il n'est pas rare de voir les chauffeurs cumuler 70 heures par semaine. Gare à ceux qui ne respecteraient pas le cahier des charges : Uber se réserve le droit de « déconnecter » (suspendre de l'application) les chauffeurs quand bon lui semble.

À chaque course, les chauffeurs sont évalués par les clients, avec des notes comprises entre une et cinq étoiles. Le couperet tombe dès que la moyenne descend sous les 4,5 de moyenne, comme l'explique Sayah Baaroun, secrétaire général de l'Unsa-VTC : « Dès que vous atteignez ce premier palier, vous recevez un avertissement.

À 4,3 ils vous déconnectent. Vous êtes convoqué, une discussion s'engage : “Il paraît que vous n'ouvrez plus les portes au client, que vous ne mettez plus de bouteille d'eau...” Si le mec pleure suffisamment, il peut continuer. Sinon, c'est compliqué. »

90 heures par semaine et un revenu misérable

De quoi doucher les espoirs d'indépendance nourris par les chauffeurs. Et inciter certains d'entre eux à se rebeller. « Les gens commencent à découvrir l'envers du décor, assure Jérémy. Moi, j'ai fait ce boulot pour ne pas avoir de patron sur le dos. Or Uber nous impose tout, y compris ses partenaires pour les locations de voitures ! J'ai des collègues qui bossent 90 heures par semaine, pour un revenu misérable. Ce n'est pas une vie. »

La fronde des chauffeurs, qui ont multiplié les manifestations en décembre dernier, commence à agacer l'entreprise californienne. Après avoir joué l'affrontement, celle-ci cherche désormais à arrondir les angles. Un exemple ? L'annonce de la création d'un fonds de solidarité de 2 millions d'euros (soit, à peu de chose près, le chiffre d'affaires réalisé par l'entreprise en un jour !), afin de venir en aide aux chauffeurs en difficulté. L'initiative a fait grincer pas mal de dents. Ben, chauffeur à Nice, en riait presque : « Quand ils nous ont annoncé ça, j'ai cru à une blague. Depuis, ils ont envoyé des mails à certains chauffeurs pour leur demander s'ils étaient en difficulté. J'ai des collègues qui ont reçu 70 euros ! C'est de la provocation : nous, ce que nous voulons, c'est gagner notre vie décemment. »

Parmi les chauffeurs Uber, personne ne sait si le mouvement de colère initié en décembre se poursuivra ni sur quoi il débouchera. Mais tous font état du même ras-le-bol. « Quand vous ne pouvez plus vivre de votre travail, qu'est-ce qu'il vous reste ? s'interroge Ben. Je vais vous le dire : la révolte. C'est ce qui se passe aujourd'hui. »

(1) Service proposé par la multinationale qui permettait à n'importe quel particulier de transformer son véhicule en taxi occasionnel.

CE QUE VEULENT LES CHAUFFEURS

Depuis décembre, un conflit sans précédent oppose chauffeurs de VTC et Uber. Cela fait des mois que les conducteurs se plaignent des tarifs pratiqués par la multinationale. Lorsque cette dernière a annoncé son intention de relever ses commissions de 20 à 25 %, cela n'a fait qu'aggraver les choses. Depuis, Unsa-VTC, Capa-VTC et Actif-VTC tentent de faire pression sur l'entreprise pour qu'elle fasse machine arrière. « Notre objectif, c'est d'abord de réécrire les contrats de partenariat qui lient les chauffeurs aux plateformes de VTC, explique Sayah Baaroun,

secrétaire général de l'Unsa-VTC. Nous voudrions obliger les plateformes à négocier avec les chauffeurs les conditions générales d'utilisation, à commencer par les politiques tarifaires. Si les plateformes refusent, alors nous monterons d'un cran, en demandant en justice la requalification en contrats de travail. » En face, la direction d'Uber met en avant la supposée liberté dont bénéficieraient les chauffeurs. « Ils sont libres de travailler avec nous, nos concurrents, et de partir quand ils le souhaitent », assure Thibaud Simphal, directeur général, dans « Alternatives économiques » (janvier 2017). Avant d'ajouter : « Nous serions prêts à rogner nos marges et/ou à augmenter nos tarifs à condition que tout le secteur suive. » C'est ce qui s'appelle botter en touche...

L'Humanité.fr

**A Suivre...
La Presse en Revue**